

COMMUNIQUE

L'austérité encore au menu pour 2014

Les injonctions de la Commission européenne et de la Cour des comptes, conformément au pacte budgétaire européen, dictent les décisions du gouvernement : pour 2014, celui-ci s'oriente vers une économie de 5 Mds€ pour les régimes sociaux et une suppression de 9 Mds€ sur le budget de l'Etat !

Réforme des retraites, restrictions de droits sociaux, nouveau gel du point d'indice et baisse du pouvoir d'achat pour les fonctionnaires et les agents publics, destruction d'environ 13 160 postes statutaires dans la fonction publique de l'Etat (non compensée par une annonce de 9 900 emplois contractuels et/ou précaires sur certaines missions), moyens d'interventions subissant une baisse supplémentaire de 4% chez les opérateurs de l'Etat et de 2% en moyenne dans les ministères,...

Avec de telles mesures, ce sont des missions publiques abandonnées bien que prioritaires socialement ; des services publics de proximité en moins ; une commande publique en diminution ce qui aura un impact fort sur l'activité et sur l'emploi privé, notamment en zones rurales.

En restant enfermé dans cette logique restrictive, le gouvernement ne semble donc tirer aucune leçon de la crise et persiste dans une politique d'austérité qui l'aggrave. En réduisant la dépense publique associée à une réduction salariale, c'est la demande qui se réduit, et ainsi la consommation comme la production et donc la croissance. Au final moins d'emplois, moins de recettes fiscales et sociales. C'est, au contraire, un « *choc de demande* » qu'il faut créer !

La seule réponse sensée à la question des finances publiques est d'arrêter de véritables pistes redistributives selon une réforme fiscale d'ampleur remettant l'impôt sur le revenu au cœur du dispositif, en supprimant les niches fiscales anti-sociales et négatives pour l'emploi, en imposant une conditionnalité pour l'emploi aux aides publiques et en s'intéressant aux besoins publics et aux recettes fiscales nécessaires pour y répondre (y compris en luttant contre l'évasion fiscale).

FORCE OUVRIERE réaffirme que les régimes sociaux et les services publics doivent, plus que jamais, être renforcés pour combattre la pauvreté et les inégalités grandissantes. Ils sont, à travers l'action publique et les investissements qu'ils permettent, source de croissance, au même titre que l'indispensable augmentation des salaires pour relancer la consommation.

Mettre la République en tête des priorités impose de sortir de l'austérité. Parce que l'austérité est destructrice socialement et économiquement et qu'elle peut déstabiliser les démocraties.

Paris, le 1^{er} juillet 2013

Contact : **Pascal PAVAGEAU, Secrétaire confédéral**

✉ pascal.pavageau@force-ouvriere.fr